



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plus de mille entreprises ont répondu à un sondage sur le franc fort. Résultats.

La Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève), préoccupée par la cherté du franc suisse, a souhaité connaître l'impact de cette situation sur les entreprises. Pendant trois semaines, elle a mis un sondage anonyme en ligne sur son site internet, afin de savoir à quel point les entreprises sont touchées par la force du franc et quelles mesures ils ont éventuellement mises en place.

Du 20 octobre au 11 novembre, 1074 entreprises ont répondu à cette enquête. Les différents secteurs d'activité économique et la taille des entreprises sont représentés de manière très diversifiée. Ainsi, 12% des répondants n'ont pas d'employés, 32% en ont de un à cinq, 15% en ont de six à dix, 23% en ont de onze à cinquante et 18% en ont plus de cinquante. De par la structure des entreprises répondantes et leur nombre, l'enquête est représentative.

Souffrez-vous du franc fort?

A cette question, 46% des entreprises indiquent ne pas souffrir du tout ou légèrement. Il s'agit principalement d'entreprises avec des activités centrées sur la Suisse, des entreprises d'importation ou avec peu de charges en Suisse et des revenus élevés en euros ou en dollars. En revanche, 34% des entreprises avouent souffrir terriblement du franc fort. Elles doivent réduire leurs marges, diminuer leurs dépenses et leurs investissements et, souvent, réduire leurs frais de personnel. L'une d'entre elles indique : «En tant que sous-traitant, nous subissons une très forte pression sur les prix de la part de nos clients exportateurs.» Une autre résume sa situation ainsi : «Notre problème avec le franc fort est que nous ne pouvons pas exporter nos services à l'étranger. Nous coûtions trop cher.»

A remarquer cependant que si 85% des entreprises n'ont pas noté d'effet positif du franc fort sur la marche de leurs affaires, 12% s'en félicitent, surtout en raison de la baisse du prix d'achat des biens ou, dans une moindre mesure, grâce au développement de nouvelles possibilités d'affaires.

Relations d'affaires avec la zone euro

53% des entreprises ont des relations d'affaires régulières avec la zone euro. La plupart des contrats dans cette zone s'établissent en euros (46%), mais également, dans un tiers des cas, en francs suisses (35%). Les fournisseurs ne sont que 2% à répercuter totalement le taux de change à l'importation, et 18% le font en partie. Comme le souligne l'un des sondés, «les importateurs ne réduisent pas les prix en Suisse, car le pouvoir d'achat y est, selon eux, largement supérieur aux pays limitrophes».

Investissements et recrutement

L'ambiance est peu propice aux investissements; 54% des sondés ne prévoient aucun investissement à moyen terme, contre 38% qui en ont prévu dans les douze prochains mois. Au niveau du recrutement de personnel, 68% des entreprises sondées n'envisagent pas de recruter et 13% envisagent de réduire leurs effectifs. Beaucoup d'entreprises observent de près ce qui se passe dans leur secteur, comme on peut le lire dans les remarques des



sondés. «La réduction des effectifs est en suspens. Si la situation se détériore et que nous perdons des clients, nous devons prendre cette décision.» D'autres sont manifestement dans des situations critiques : «J'ai déjà licencié six personnes en 2011 et je prévois d'en licencier cinq autres en 2012. C'est une catastrophe...»

Mesures de lutte contre la force du franc

Si 29% des entreprises n'ont encore pris aucune mesure pour contrer le franc fort, d'autres ont pris le taureau par les cornes. Elles sont ainsi 16% à avoir réduit leurs marges, 6% à avoir réduit leur personnel, 5% à avoir délocalisé, 9% à avoir réduit les charges, les frais et les investissements, 4% à innover et à augmenter leurs actions marketing pour trouver de nouveaux débouchés et de nouveaux clients et 5% pour négocier davantage avec les clients et les fournisseurs.

Parmi les mesures envisagées si la situation devait perdurer, 9% des entreprises annoncent vouloir investir à l'étranger, 12% réduire leurs marges, 8% réduire les effectifs, 7% innover, 7% accroître la production et diversifier leurs activités et 4% délocaliser.

Parmi les remarques et les propositions des sondés, on peut en citer quelques-unes qui sont représentatives de sentiments largement répandus: «La seule solution serait de délocaliser en zone euro»; «Baisse des coûts, investissement reportés à plus tard, baisse d'effectifs programmée par le non remplacement des partants, encouragement aux départs en retraite anticipée, encouragement au travail à temps partiel, etc.»; «Diversification de mon activité, modification de certains produits pour produire meilleur marché»; «Essayer d'ouvrir de nouveaux marchés»; «Faire le dos rond...».

Conclusion

De manière générale, les entreprises souffrent ou sont conscientes des risques liés au franc fort. Elles réagissent, pour la plupart, de manière positive, en mettant des mesures en place pour accroître leur compétitivité et réduire leurs coûts. Ce processus, souvent indispensable, se révèle dans bien des cas douloureux.

En conclusion, si l'économie genevoise fait pour l'instant front, il serait bon que la situation du franc fort ne perde pas. En effet, parmi les mesures envisagées à plus long terme figurent en bonne place les investissements à l'étranger (9%) et la délocalisation (4%).

La Fédération des Entreprises Romandes Genève en bref

La FER Genève est une organisation patronale et économique faîtière, créée en 1928. Elle défend les intérêts de 75 associations professionnelles et de près de 27'000 entreprises membres, dont 9'000 indépendants, tant sur le plan politique qu'économique. Ses adhérents sont représentatifs de tous les secteurs économiques (entreprises multinationales, finance, artisanat, industrie, services, etc.) et consistent pour deux tiers d'entre eux en des PME de cinq personnes au maximum. Les entreprises membres de la FER Genève occupent 140'000 salariés, soit 70% des personnes employées dans l'économie privée à Genève. La FER Genève est active dans les secteurs des associations professionnelles et économiques, des caisses de compensation, de prévoyance et d'allocations familiales. Elle offre des services notamment dans les domaines du droit du travail, de la formation professionnelle, de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que dans la gestion des salaires.

Contacts:

Blaise Matthey, directeur général – 022 715 32 15 – blaise.matthey@fer-dg.ch

Véronique Kämpfen, directrice du département communication – 022 715 34 59 – veronique.kampfen@fer-ge.ch